

|            |                                                                                                                              |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N°2024-140 | <b>ARRETE DU MAIRE</b><br><b>AUTORISATION D'OCCUPATION</b><br><b>DU DOMAINE PUBLIC</b><br><b>DEMEMAGEMENT 11 RUE D'ALGER</b> |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

LE MAIRE DE LA VILLE DE VAUJOURS,

VU LA DEMANDE : 27 mars 2024  
PAR LAQUELLE : DEMECO TORRENS  
DOMICILIEE : 14-16 RUE DE LA CLOSERIE  
91100 VILLABE  
DEMANDE L'AUTORISATION DE : RESERVER 3 PLACES POUR UN DEMENAGEMENT  
ADRESSE DU DEMENAGEMENT : 11 RUE D'ALGER

DATE : LE 18 AVRIL 2024

**VU** la loi 82/213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** la loi 83/8 du 7 janvier 1983, complétée par la loi 83/663 du 22 juillet 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

**VU** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** les articles L2212-1, L2212-2 et L2521-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le code de la voirie routière,

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8ème partie signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** la délibération n°2023/10-41 fixant les tarifs de droits de voirie sur la commune de VAUJOURS,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'autoriser l'occupation du domaine public,

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour garantir la bonne exécution du déménagement d'une part et la sécurité des usagers d'autre part,

Mairie de Vaujours

20, rue Alexandre Boucher 93410 VAUJOURS

Tél. 01 48 61 96 75 Télécopie : 01 48 60 78 03

contact@ville-vaujours.fr / www.vaujours.fr

## ARRETE

Accusé de réception en préfecture  
093-219300746-20240329-2024-140-AI  
Date de télétransmission : 17/04/2024  
Date de réception préfecture : 17/04/2024

- Article 1 :** Le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux prescriptions de l'arrêté réglementaire susvisé et aux conditions suivantes :
- Article 2 :** Le stationnement sera interdit sur trois places de stationnement au droit du 8 rue d'Alger (stationnement alterné du côté des numéros pairs).
- Article 3 :** Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée conformément au code de la route. Tous les véhicules en infractions au stationnement seront mis en fourrière.
- Article 4 :** Le montant des droits de voirie s'élève à 3 unité(s) x 14, 44 € x 1 jour(s) = **43,32 € (quarante-trois euros et trente-deux centimes)**.
- Article 5 :** La présente autorisation n'est valable que **1 jour** conformément à la demande du pétitionnaire. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.
- Article 6 :** Le pétitionnaire sera reconnu seul responsable en cas de non-respect du présent arrêté.
- Article 7 :** La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.
- Article 8 :** Le Tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.
- Article 9 :** La Directrice des services techniques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- Publié au recueil des actes administratifs
  - Notifié aux intéressés
  - Affiché en mairie

Fait à Vaujours, le 29 mars 2024



Le Maire,

Dominique BAILLY

Vice-président de Grand Paris - Grand Est